



Numéro PPQ/9456

vendredi 22 mai 2015

## Les grands titres:

- Burundi : le chef de l'ONU se dit encouragé par le dialogue politique actuel
- L'ONU s'inquiète de la poursuite des attaques de Boko Haram malgré les succès militaires contre ce groupe
- Le Conseil de sécurité préconise de renforcer la coopération pour contrôler les armes légères
- Soudan du Sud : sur fond d'escalade du conflit, l'ONU dénonce les souffrances des civils
- L'ONU appelle à combattre la perte de diversité biologique
- Yémen : l'ONU dénonce la détérioration de la situation des civils, notamment dans les prisons
- Arabie saoudite : l'ONU condamne un attentat contre une mosquée chiite dans l'est du pays
- En visite au Viet Nam, le chef de l'ONU discute de la lutte contre les changements climatiques

## **Burundi : le chef de l'ONU se dit encouragé par le dialogue politique actuel**



**22 mai** - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, s'est dit vendredi encouragé par le dialogue politique actuel à Bujumbura, la capitale du Burundi, tandis que le Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR) a lancé un plan d'intervention de 207 millions de dollars pour aider les réfugiés burundais dans les pays voisins.

La dialogue politique inclut des représentants de la société civile, de partis politiques, d'organisations religieuses et du gouvernement sous l'égide de l'Envoyé spécial de l'ONU Saïd Djinnit et de représentants de l'Union africaine, de la Communauté d'Afrique de l'Est, du Marché commun pour l'Afrique orientale et australe et de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs.

« Le Secrétaire général félicite les participants pour les progrès accomplis jusqu'ici dans les discussions, en particulier sur les mesures visant à réduire les tensions et à créer les conditions propices à des élections libres, justes, inclusives et pacifiques », a dit son porte-parole dans une déclaration à la presse

Le chef de l'ONU a toutefois exprimé sa préoccupation concernant la crise humanitaire actuelle concernant les réfugiés et a exprimé sa gratitude aux pays voisins pour leur hospitalité. Il a exhorté le gouvernement du Burundi de créer les conditions pour leur retour.

« Le Secrétaire général encourage les parties prenantes à poursuivre le dialogue actuel en vue de parvenir à un accord global sur toutes les questions qu'ils ont identifiées. Il réaffirme la disponibilité des Nations Unies à accompagner le peuple du Burundi et la région au cours de ce processus », a encore dit son porte-parole.

De leur côté, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et 17 organisations partenaires ont lancé vendredi un plan d'intervention régionale de 207 millions de dollars pour aider des dizaines de milliers de Burundais réfugiés dans les pays voisins.



Depuis le début du mois d'avril, près de 100.000 Burundais ont fui les troubles politiques, les violences et les intimidations qui affectent leur pays et cherché refuge au Rwanda, en Tanzanie et en République démocratique du Congo. Alors que la situation au Burundi reste tendue et que des violences continuent d'être signalées, les agences humanitaires craignent que le nombre de réfugiés double au cours des six prochains mois.

« Le Burundi n'a pas besoin d'une autre crise », a déclaré le Haut-Commissaire pour les réfugiés, António Guterres, en référence à la guerre civile au Burundi qui a duré de 1993 à 2005 et poussé des centaines de milliers de Burundais à s'exiler. « Après les progrès accomplis dans le cadre des accords de paix d'Arusha, il est navrant que les gens aient à fuir de nouveau leur pays ».

António Guterres a salué les pays voisins pour avoir laissé leurs frontières ouvertes et a appelé la communauté internationale des donateurs à soutenir le plan d'intervention régionale.

« Les autorités et les communautés d'accueil ont été très généreuses en accueillant les réfugiés et en leur permettant de partager les ressources locales. Je souhaite que la communauté internationale soit à la hauteur de cette générosité », a-t-il ajouté.

Le HCR et ses partenaires ont besoin de 207 millions de dollars dans le cadre de ce plan pour financer leurs opérations jusqu'en septembre 2015.

Les réfugiés seront enregistrés et documentés, subiront un examen médical et recevront de l'aide alimentaire et ainsi que des couvertures, des moustiquaires, du savon et des bâches en plastique.

En Tanzanie et au Rwanda, les réfugiés seront transférés dans des camps de réfugiés. Au Sud-Kivu, en République démocratique du Congo, la plupart des nouveaux arrivants ont été accueillis par des réfugiés burundais présents depuis longtemps et qui avaient fui la guerre civile. Les nouveaux réfugiés seront éventuellement déplacés vers un site et le HCR et ses partenaires prévoient de renforcer les services et les installations au profit des réfugiés et des communautés d'accueil locales.

## L'ONU s'inquiète de la poursuite des attaques de Boko Haram malgré les succès militaires contre ce groupe



**22 mai** - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, s'est dit profondément préoccupé vendredi par la poursuite des attaques perpétrées par Boko Haram contre les populations civiles au Cameroun, au Tchad, au Niger et au Nigéria, malgré les succès militaires enregistrés par les pays affectés contre ce groupe terroriste.

« Le Secrétaire général est consterné par la poursuite des enlèvements d'enfants et l'utilisation de ces derniers comme 'bombes humaines', ainsi que par les témoignages selon lesquels la plupart des filles et des femmes détenues par Boko Haram ont été violées à plusieurs reprises pendant leur captivité et forcées de se marier avec leurs ravisseurs dans le cadre d'une campagne d'emprisonnement forcé et de violence sexuelle », a dit son porte-parole dans une déclaration à la presse.

« Les auteurs de ces actes ignobles doivent être traduits en justice », a déclaré le porte-parole, qui a appelé le gouvernement du Nigéria « à intensifier la fourniture d'un soutien médical et psychosocial aux survivants ».

Ban Ki-moon s'est dit également préoccupé par le déplacement d'environ 40.000 civils au Cameroun, au Tchad, au Niger et au Nigéria au cours des trois dernières semaines. Il a exhorté les membres de la Commission du bassin du lac Tchad et le Bénin à progresser dans l'opérationnalisation de la Force multinationale opérationnelle interarmées (MNJTF) et à créer un environnement sûr pour le retour volontaire, la réinstallation ou l'intégration des personnes déplacées et des réfugiés.

« Le Secrétaire général demande à nouveau instamment aux États concernés de veiller à ce que toutes les mesures prises

pour lutter contre la menace terroriste que représente Boko Haram soient menées en conformité avec les droits internationaux humanitaire, des droits de l'homme et des réfugiés », a dit son porte-parole.

« Pour être efficace, la réponse à cette menace doit aller au-delà d'un caractère purement militaire. Les griefs légitimes, les violations des droits de l'homme passées et présentes, et les causes profondes du conflit doivent également être traitées », a-t-il ajouté.

## Le Conseil de sécurité préconise de renforcer la coopération pour contrôler les armes légères



**22 mai** - Le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté vendredi une résolution dans laquelle il préconise notamment de renforcer la coopération régionale pour mieux contrôler les armes légères et de petit calibre.

Dans cette résolution, les membres du Conseil se félicitent des efforts que font les Etats membres de l'ONU et les organisations régionales et sous-régionales pour lutter contre le transfert illicite, l'accumulation déstabilisante et le détournement d'armes légères et de petit calibre.

Ils préconisent « la mise en place ou le renforcement, le cas échéant, de mécanismes sous-régionaux et régionaux de coopération, de coordination et de partage de l'information, en particulier la coopération douanière transfrontalière et les réseaux d'échange d'informations, en vue de prévenir, de combattre et d'éliminer le transfert illicite, l'accumulation déstabilisante et le détournement d'armes légères et de petit calibre ».

Le Conseil de sécurité estime par ailleurs qu'il faut que les Etats membres mettent en place, s'il n'en existe pas, des lois, des règles et des procédures administratives leur permettant de contrôler efficacement la production d'armes légères et de petit calibre au sein de leur juridiction et l'exportation, l'importation, le transit ou le retransfert de ces armes.

Il invite aussi instamment les Etats membres, les entités compétentes des Nations Unies et les organisations intergouvernementales, régionales et sous-régionales en mesure de le faire à coopérer et à échanger des informations sur les personnes soupçonnées de trafic.

Les membres du Conseil engagent également vivement les Etats membres qui ne l'ont pas encore fait à prendre des mesures pour réglementer les activités de courtage d'armes légères et de petit calibre.

Lors d'une réunion du Conseil de sécurité sur ce sujet la semaine dernière, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, avait salué la récente entrée en vigueur du Traité sur le commerce des armes, qui a permis selon lui de jeter les bases d'un cadre global pour contrôler le transfert des armes, y compris des armes légères et de petit calibre.

Dans sa résolution adoptée vendredi, le Conseil de sécurité a engagé les Etats à envisager de ratifier ce traité ou d'y adhérer sans retard. Il a encouragé les Etats, les organisations intergouvernementales, régionales et sous-régionales qui sont en mesure de le faire à apporter une assistance aux Etats parties pour qu'ils aient les moyens de s'acquitter de leurs obligations découlant du Traité.

## Soudan du Sud : sur fond d'escalade du conflit, l'ONU dénonce les souffrances des civils



**22 mai** - Alors que les combats entre le gouvernement du Soudan du Sud et les forces d'opposition se sont intensifiés au cours des dernières semaines, le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, a mis en garde vendredi contre les violations graves des droits de l'homme et du droit international humanitaire commises dans le pays.

« Depuis plus de 17 mois, femmes, hommes et enfants souffrent de façon insensée d'une catastrophe d'origine purement humaine, et vivent dans les conditions les plus inhumaines », a déclaré le Haut-Commissaire dans un communiqué de presse publié à Genève, ajoutant que plus de deux millions de personnes ont perdu leur maison, leurs moyens de subsistance et des membres de leur famille, tués ou recrutés de force.

« Et maintenant, au cours des dernières semaines, les parties prenantes sont parvenues à rendre une terrible situation bien encore pire », a-t-il déploré.

« Environ 10.000 personnes de plus sont venues gonfler les rangs des 60.000 déplacés internes dans les sites de protection des civils [de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS)] à Bentiu, dans l'État d'Unité, au cours des dernières semaines, dont nombre d'entre elles ont parcouru de longues distances à pied dans des conditions horribles, sous la menace constante d'attaques par des groupes armés », s'est indigné M. Zeid.

Selon le Haut-Commissaire, 1.600 autres déplacés internes ont trouvé refuge au sein du camp de la MINUSS à Melut, dans l'Etat du Haut-Nil, qui est pourtant mal équipé et dans une situation vulnérable.

« Sept d'entre eux ont déjà trouvé la mort lorsque des tirs d'obus ont atterri dans l'enceinte du camp », a-t-il précisé.

M. Zeid a mentionné des rapports « alarmants » faisant état de violations flagrantes du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme depuis l'escalade des combats le 29 avril, y compris des meurtres, des viols, des enlèvements et des incendies et destructions de villes et villages dans différents comtés de l'État d'Unité.

La Haut-Commissaire a également fait mention de violents combats dans l'Etat du Haut-Nil, dans les environs de Melut et les principaux champs pétrolifères de Paloch.

Le Haut-Commissaire a regretté les violations répétées par les parties de leurs engagements en faveur d'une cessation des hostilités et a dénoncé le « manque honteux de justice et de responsabilité au mépris des victimes de ces violations flagrantes au Soudan du Sud ».

« Une telle impunité persistante a généré beaucoup de rancœurs non résolues, qui peuvent être facilement instrumentalisées dans la cadre de poursuites des violences et d'attaques de vengeance », a averti M. Zeid, précisant que la lutte contre l'impunité devait être une priorité pour le maintien d'une paix durable dans le pays.

Le Haut-Commissaire a exhorté les parties au conflit à prendre toutes les mesures disponibles pour prévenir les dommages à l'encontre des personnes et infrastructures civiles, y compris le personnel et les locaux des Nations Unies et des agences humanitaires.

## L'ONU appelle à combattre la perte de diversité biologique



Un héron mâle dans un sanctuaire pour oiseaux en Inde. Photo ONU/John Isaac

**22 mai** - A l'occasion de la Journée internationale de la diversité biologique, qui est célébrée le 22 mai, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a appelé vendredi à combattre la perte de diversité biologique par une action mondiale.

« La diversité des formes de vie présentes sur terre est essentielle pour le bien-être des générations actuelles et futures. La préservation, la restauration et l'utilisation durable de la biodiversité peuvent contribuer à résoudre toute une série de problèmes de société », a dit M. Ban dans un message pour cette journée.

Plus de 3 milliards d'individus dépendent de la biodiversité marine et côtière et 1,6 milliard de personnes comptent sur les forêts et les produits forestiers non ligneux pour trouver leurs moyens de subsistance. La dégradation des habitats et la perte de biodiversité menacent les moyens de subsistance de plus d'un milliard de personnes vivant sur des terres sèches et subhumides.

Selon le Secrétaire général, la protection des écosystèmes et l'accès des groupes de population pauvres et vulnérables aux services écosystémiques ont un rôle déterminant à jouer dans l'élimination de l'extrême pauvreté et de la faim.

« La réduction de la déforestation et de la dégradation des terres, de même que l'accroissement des stocks de carbone dans les forêts, les zones arides, les pâturages et les terres cultivées, sont des facteurs de progrès économique et social non négligeables et un moyen peu coûteux d'atténuer les effets des changements climatiques », a-t-il souligné.

D'après le Secrétaire général, les objectifs de développement durable et le programme de développement pour l'après-2015, qui sont en cours de négociation, offrent l'occasion de prendre en compte la biodiversité à tous les niveaux et d'amorcer une mutation profonde de l'utilisation qu'en font nos économies et nos sociétés et de la place qu'elles lui réservent.

Le Plan stratégique pour la diversité biologique (2011-2020) adopté à l'échelle mondiale et les Objectifs d'Aichi pour la biodiversité qui lui sont associés constituent un modèle utile dont les États Membres peuvent s'inspirer pour mettre en œuvre le programme de développement durable pour l'après-2015.

## Yémen : l'ONU dénonce la détérioration de la situation des civils, notamment dans les prisons



**22 mai** - Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) a une nouvelle fois dénoncé vendredi la détérioration de la situation des civils au Yémen, où plus de 1.000 personnes sont mortes au cours des deux derniers mois.

Selon les chiffres obtenus par le HDCH, au moins 1.037 civils, dont 130 femmes et 234 enfants, ont perdu la vie entre le 26 mars et le 20 mai 2015, et 2.453 autres ont été blessés, a indiqué une porte-parole, Cécile Pouilly, lors d'un point de presse à Genève.

Le HCDH a également déploré la destruction massive des infrastructures civiles, notamment à Aden et Sada'ah.

« Alors que la pause humanitaire de cinq jours entre le 12 mai et le 17 mai a fourni un peu de répit, des rapports faisaient état de combats au sol et de bombardements [durant la trêve], et des millions de personnes ont toujours besoin d'aide humanitaire », a expliqué la porte-parole, ajoutant que suite à la fin de la pause, les violences ont repris de plus belle, y compris les frappes aériennes à Aden, Ibb, Sada'ah, Dhale et Sanaa.

« Nous tenons également à attirer l'attention sur la situation dans les prisons et les centres de réinsertion au Yémen », a-t-elle

ajouté, indiquant que beaucoup de ces établissements ont été touchés par des frappes aériennes ou par des affrontements armés.

« Plus de 4.000 détenus ont fui, et parallèlement certains ont été tués ou blessés », a précisé la porte-parole du Haut-Commissariat, constatant que les conditions dans les établissements pénitentiaires au Yémen, dont beaucoup manquaient déjà cruellement de ressources avant l'éclatement du conflit, se sont considérablement dégradées.

« La pénurie générale de nourriture et de carburant signifie que les prisonniers manquent d'accès à la nourriture, l'électricité, l'eau, à des installations sanitaires adéquates et à des soins de santé nécessaires », a déploré l'agence, ajoutant que des épidémies de gale et de mycoses auraient éclaté dans ces établissements. Les détenus ont également, dans de nombreux cas, été privés de visites de leur avocat ou de membres de leur famille à cause du conflit, a précisé le HCDH.

« Nous faisons écho à l'appel lancé par le Secrétaire général [de l'ONU, Ban Ki-moon] en direction des parties à prendre part aux consultations à venir à Genève en toute bonne foi », a dit Cécile Pouilly.

Trois jours après la fin de la trêve humanitaire et la reprise des combats au Yémen, le chef de l'ONU a annoncé cette semaine que des consultations politiques entre parties prenantes yéménites auront lieu le 28 mai prochain en Suisse.

Le HCDH a exhorté les parties au conflit, y compris les forces de la coalition menée par l'Arabie Saoudite, les forces armées yéménites et les groupes armés non étatiques, dont les Houthis, à respecter leur obligation d'assurer la protection des civils en vertu du droit international.

« Nous demandons également une extension de la pause humanitaire, comme étant la première étape vers un cessez-le feu permanent et la fin de toutes les hostilités par toutes les parties au conflit », a déclaré la porte-parole du HCDH.

## Arabie saoudite : l'ONU condamne un attentat contre une mosquée chiite dans l'est du pays



Le Secrétaire général Ban Ki-moon,  
Photo ONU/Mark Garten

**22 mai** - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a condamné vendredi dans les termes les plus vigoureux une attaque terroriste qui a visé une mosquée chiite dans le village d'al-Qudaih, dans l'est de l'Arabie Saoudite.

L'attaque a fait de nombreux morts et blessés alors que des fidèles étaient réunis pour la prière du vendredi.

« Le Secrétaire général souligne que de telles attaques contre des lieux de culte sont odieuses et ont pour but de déclencher des affrontements interconfessionnels. Il espère que les auteurs seront rapidement traduits en justice », a dit son porte-parole dans une déclaration à la presse.

Ban Ki-moon a présenté ses sincères condoléances aux familles des victimes et a exprimé sa sympathie au gouvernement et au peuple d'Arabie Saoudite.

Selon la presse, un kamikaze a fait exploser une bombe au milieu de la foule de fidèles, tuant au moins 19 personnes. L'attaque a été revendiquée par l'Etat islamique d'Iraq et du Levant (EIIL) par le biais d'une branche implantée sur le territoire saoudien.

## En visite au Viet Nam, le chef de l'ONU discute de la lutte contre les changements climatiques



**22 mai** - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, était vendredi en visite au Viet Nam, où il s'est entretenu avec le Président Truong Tan Sang des changements climatiques et du programme de développement durable pour l'après-2015.

« Le Viet Nam est vulnérable aux effets des changements climatiques, dont la hausse des températures, la montée du niveau de la mer et le plus grand nombre d'événements climatiques extrêmes », a dit M. Ban lors d'une conférence de presse conjointe avec le Président vietnamien dans la capitale Hanoï.

Le chef de l'ONU a salué les efforts des autorités vietnamiennes pour réduire l'empreinte carbone du pays, alors que la communauté internationale va se réunir en décembre à Paris pour tenter de conclure un accord sur le climat.

« Les pays en développement, tel que le Viet Nam, ont besoin de ressources pour investir dans les technologies propres et dans des bâtiments plus résistants », a souligné M. Ban. « Nous devons mobiliser ces ressources dès que possible, notamment celles promises au Fonds vert pour le climat ».

Le chef de l'ONU a également salué les « progrès impressionnants » réalisés par le Viet Nam pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement qui arrivent à échéance cette année et seront suivis par une nouvelle série d'objectifs en matière de développement durable pour l'après 2015.

Le Secrétaire général et le Président vietnamien ont aussi discuté des questions de sécurité régionales, notamment les tensions actuelles en mer de Chine du Sud, ou en mer de l'Est comme elle est appelée au Viet Nam.

« J'ai appelé de manière répétée toutes les parties prenantes à résoudre leurs différends par le dialogue et en respectant le droit international », a dit M. Ban.

Lors de sa visite à Hanoï, le Secrétaire général a également rencontré le Premier ministre, Nguyen Tan Dung, et le Secrétaire général du Parti communiste du Viet Nam, Nguyen Phu Trong.